

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

GERARD PERRIER INDUSTRIE

Société anonyme au capital de 1 986 574 €.
Siège social : ZI La Pélissière, route de Lyon, 01300 Belley.
349 315 143 R.C.S. Belley.

A. — Comptes consolidés semestriels.

I. — Bilan consolidé au 30 juin 2006.

(En euros).

Actif	Notes	30/06/06	31/12/05
Ecart d'acquisition	1.4 - 6	2 777 737	1 434 147
Immobilisations incorporelles	1.4 - 6	314 575	365 911
Immobilisations corporelles	1.5 - 5	6 878 308	6 921 744
Impôts différés actifs	1.6 - 7	393 051	416 335
Autres actifs financiers	1,7	42 868	33 707
Actif non courant		10 406 539	9 171 844
Stocks et en-cours	1.8 - 8	3 927 418	2 850 653
Clients et comptes rattachés	1.9 - 9	24 012 765	19 382 513
Autres actifs courants	10	1 910 074	1 336 412
Valeurs mobilières de placement	1.10 - 11	8 276 743	10 424 015
Disponibilités	1.10 - 11	842 337	1 354 044
Actif courant		38 969 337	35 347 637
Total de l'actif		49 375 876	44 519 481

Passif	Notes	30/06/06	31/12/05
Capital social	12	1 938 000	1 938 000
Primes liées au capital		415 000	415 000
Réserves consolidées		18 059 370	17 070 564
Résultat net de l'exercice		1 277 324	3 452 264
Capitaux propres		21 689 694	22 875 828
Dettes financières à long terme (plus d'un an)	13	2 748 538	14 114 065
Provision pour engagements envers le personnel	1.11-14	622 346	584 942
Provision pour autres passifs non courants	1.11-14	158 772	228 772
Impôts différés passifs	1.6-7		
Passif non courant		3 529 656	14 927 779
Dettes financières à court terme (moins d'un an)	13	1 118 607	797 030
Fournisseurs et comptes rattachés		11 970 052	8 171 953
Autres passifs courants	15	11 067 867	10 449 891
Passif courant		24 156 526	19 418 874

Total du passif et capitaux propres		49 375 876	44 519 481
-------------------------------------	--	------------	------------

II. — Compte de résultat consolidé.

(En euros).

	Notes	30/06/06	30/06/05	31/12/05
Chiffre d'affaires	1,13	32 192 114	28 976 845	57 263 338
Autres produits de l'activité		-29		85 695
Achats consommés		-10 590 908	-9 942 768	-18 458 002
Charges de personnel (1)	16	-15 018 611	-12 894 747	-25 846 000
Charges externes		-3 610 054	-2 750 890	-5 885 159
Impôts et taxes		-585 468	-538 040	-1 050 506
Dotations nettes aux amortissements	5 - 6	-538 940	-553 229	-1 107 630
Dotations nettes aux provisions	14	61 371	-39 000	-114 230
Variation des stocks de produits en cours		23 430	-2 926	-327 148
Résultat opérationnel courant	1,14	1 932 905	2 255 245	4 560 358
Autres produits/charges opérationnels	17	-5 509	205 890	535 941
Résultat opérationnel	1,14	1 927 396	2 461 135	5 096 299
Produits de trésorerie	18	231 341	251 045	456 025
Coût de l'endettement financier	18	-175 277	-76 538	-147 773
Résultat financier		56 064	174 507	308 252
Charge d'impôt	19	-706 135	-936 562	-1 952 287
Résultat net		1 277 325	1 699 080	3 452 264
Résultat/ action (€) (2)	20	0,67	1,78	3,63
Résultat dilué/action (€) (3)	20	0,65	1,74	3,54
Nombre d'actions, résultat de base (2)	20	1 903 698	951 849	951 849
Nombre d'actions, résultat dilué (3)	20	1 952 272	976 136	976 136

(1) Y compris personnel intérimaire pour une meilleure analyse économique.

(2) Hors titres en auto contrôle.

(3) Hors titres en auto contrôle et y compris stocks options.

III. — Variation des capitaux propres.

(En euros).

	Capital social	Réserves consolidées	Résultat consolidé	2006	2005
Capitaux propres au 1er janvier	1 938 000	17 485 561	3 452 264	22 875 825	20 815 266
Augmentation de capital				0	465 151
Variation des titres d'autocontrôle				0	0
Résultat de l'exercice précédent		3 452 264	-3 452 264	0	0
Dividendes		-2 569 992		-2 569 992	-1 903 697
Résultat de l'exercice			1 277 325	1 277 325	1 699 081
Instruments donnant accès au capital		21 525		21 525	21 526
Correction d'erreurs sur travaux en cours		107 863		107 863	
Autres mouvements		-22 852		-22 852	
Capitaux propres au 30 juin	1 938 000	18 474 369	1 277 325	21 689 694	21 097 327

IV. — Tableau des flux de trésorerie.

(En euros).

	30/06/06	31/12/05	30/06/05
Résultat net	1 277 324	3 452 264	1 699 080
1. Elimination des charges et produits sans incidence :			
Sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements et provisions	465 908	843 138	366 371
Variation des impôts différés	40 871	91 150	10 085
Constat charge stocks options non décaissée issue des IFRS	21 525	43 052	21 526
Plus / Moins-values de cession, nettes d'impôt	11 389	-136 448	3 907
Marge brute d'autofinancement	1 817 017	4 293 156	2 100 969
Variation des stocks et en-cours	-1 422 927	7 662	-409 155
Variation des créances, EENE, autres créances d'exploitation	-2 380 510	-1 687 754	-2 280 235
Variation des dettes fournisseurs, autres dettes d'exploitation	2 708 221	353 329	557 599
Variation des dettes hors exploitation	4 985	-129 346	1 681 367
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-1 090 231	-1 456 109	-450 424
Flux net de trésorerie généré par l'activité	726 786	2 837 047	1 650 545
2. Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations	-502 710	-1 057 705	-763 937
Cession d'immobilisations, nettes d'impôts	58 500	355 218	22 218
Incidence variation de périmètre	-1 964 457		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 408 667	-702 487	-741 719
3. Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Dividendes versés	-2 569 992	-1 903 698	-1 903 698
Augmentation de capital en numéraire		151	151
Réduction de capital en numéraire			
Rachat des titres			
Souscription d'emprunts	2 207 210	450 000	450 000
Remboursement d'emprunts	-614 316	-940 381	-456 360
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-977 098	-2 393 928	-1 909 907
Variations de trésorerie	-2 658 979	-259 368	-1 001 081
Trésorerie d'ouverture (1)	11 778 059	12 037 427	12 037 427
Trésorerie de clôture (1)	9 119 080	11 778 059	11 036 346
<i>(1) Non compris les titres détenus en autocontrôle pour</i>	694 967	694 967	694 967

V. — Annexe aux comptes consolidés.

Informations générales sur l'entreprise.

Le coeur de métier : la construction et l'installation d'équipements électriques et électroniques.

Le groupe est composé de deux branches autonomes aux activités complémentaires :

— Branche Soteb : c'est l'installateur (60 % de l'activité totale) spécialisé dans le génie électrique, l'instrumentation et la maintenance d'équipements électriques en milieu industriel ;

— Branche Géral : c'est le fabricant-équipementier (40 % de l'activité totale) spécialisé dans la conception et la fabrication d'équipements électriques destinés à l'automatisation de machines et de procès de fabrication continus.

1. — Principes et méthodes comptables.

1.1. Cadre général. — En application du règlement européen n°1606/2002 sur les normes comptables internationales, les comptes ont été établis conformément aux normes et interprétations IFRS publiées par l'IASB et telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2006.

Les règles et méthodes de consolidation ainsi que les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2005.

Les états financiers au 30 juin 2006 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

1.2. Méthodes de consolidation.

— Les sociétés dans lesquelles Gérard Perrier Industrie détient directement ou indirectement le contrôle de manière exclusive sont consolidées par intégration globale : Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs et les passifs sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la juste valeur de l'actif net acquis, l'excédent est comptabilisé en écart d'acquisition (Goodwill). Les écarts d'acquisition et fonds de commerce font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Toutes les créances, dettes, produits et charges significatifs intra groupe sont éliminés en consolidation.

— Variation du périmètre de consolidation : L'acquisition par la société Soteb, au 1er janvier 2006, de 100 % du capital du groupe Ardatem (SAS Ardatem, Sarl Ardatem, Sarl Delta) a modifié le périmètre de consolidation par rapport à celui du 31 décembre 2005. Ces sociétés sont intégrées selon la méthode de l'intégration globale à compter de cette date.

1.3. Information sectorielle. — L'information sectorielle est organisée par pôle d'activité. Cette distinction est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe. Outre la holding Gérard Perrier Industrie, le groupe est géré en deux pôles principaux :

— Pôle Soteb regroupant les activités d'installation et de maintenance d'équipements électriques ;

— Pôle Géral regroupant les activités de fabrication d'équipements électriques.

Actifs non courants.

1.4. Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont constituées de fonds de commerce acquis et de logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue, soit 3 à 5 ans.

Les fonds de commerce font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les écarts d'acquisition (goodwill) sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) aux fins de réalisation des tests de dépréciation, une fois par an. Ce test consiste à évaluer la valeur d'utilité de l'UGT à laquelle est rattaché le Goodwill.

1.5. Immobilisations corporelles.

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont ceux pris en compte dans les comptes sociaux de chaque société. Les nouvelles règles applicables du PCG (articles 311 et 312) relatives aux amortissements des immobilisations ont été intégrées sur l'exercice ouvert le 1er janvier 2005. Les constructions ont notamment fait l'objet d'une décomposition selon le plan suivant :

— Infrastructure, menuiseries extérieures : durée d'amortissement fixée à 25 ans ;

— Agencements, équipements intérieurs : durée d'amortissement fixée à 15 ans.

Aucun autre retraitement n'est effectué dans la mesure où les modalités et durées d'amortissement retenues par les sociétés sont homogènes entre elles. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilité différentes, soit :

Constructions	15 à 25 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5-7 ans
Agencements et installations	10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	8 à 10 ans

1.6. Impôts différés. — Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

1.7. Autres actifs financiers. — Les actifs financiers comprennent les titres immobilisés, les prêts, les dépôts et cautionnements versés au titre des contrats de location simple. Ces montants ne sont pas significatifs. Ils figurent au bilan pour leur valeur nominale sous déduction des dépréciations estimées, déterminées en fonction de la valeur d'utilité.

Actifs courants.

1.8. Stocks. — Les stocks sont évalués au plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Le coût d'achat des stocks est déterminé selon la méthode du prix moyen pondéré.

Le coût des produits intermédiaires et des travaux en cours englobe le coût des matières, les coûts directs de main d'oeuvre, les autres coûts directs et les frais généraux de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.9. Clients et comptes rattachés. — Ce poste comprend les créances clients et les factures à établir.

Les créances clients dont les échéances sont généralement comprises entre 60 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des provisions pour dépréciation des montants non recouvrables.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'un risque de non recouvrement est identifié.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles. La majeure partie des créances clients bénéficie de la couverture assurance insolvabilité de la SFAC.

Les factures à établir correspondent aux travaux réalisés qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

1.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie. — La rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les valeurs mobilières de placement très liquides. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans les Emprunts.

Les actions propres détenues viennent en déduction des capitaux propres consolidés.

Passif non courant.

1.11. Provisions non courantes. — Elles comprennent pour l'essentiel :

— Les avantages au personnel à long terme : les sociétés ne cotisent à aucune caisse d'assurance pour les indemnités de départ à la retraite de leur personnel. Or la Convention collective de la métallurgie prévoit le versement d'une indemnité au moment du départ du personnel à la retraite. Le coût, montant de la provision, est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière, et qui tient compte de la rotation du personnel, de l'espérance de vie par rapport aux tables de mortalité. Ce calcul est effectué tous les ans.

— Les litiges et contentieux : ils concernent les litiges clients, les litiges avec le personnel (prud'homme), les litiges avec les administrations (fiscal, Urssaf).

Pour les litiges clients et prud'hommiaux, le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse.

Pour les litiges avec les administrations, les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés, ou font l'objet d'une provision lorsqu'ils sont contestés.

Compte de résultat.

1.12. Contrats de location.

Location - financement. — Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ses biens.

Sur la base de ce critère, la direction n'a pas identifié de location-financement au sein du groupe.

Location simple. — Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat location-financement sont enregistrés comme des contrats de location opérationnelle et seuls les loyers sont enregistrés en résultat, de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

1.13. Reconnaissance des produits.

Produits des activités ordinaires - Ils décomposent en deux sous-ensembles : le chiffre d'affaires et les autres produits des activités ordinaires (production immobilisée et autres produits d'activité généralement non significatifs).

Le chiffre d'affaires représente le montant cumulé des ventes de biens et des prestations de services.

— Vente de biens : le produit est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur, soit dans la quasi-totalité des cas à la livraison.

— Prestations de services : le produit est comptabilisé en fonction du degré d'avancement des chantiers ou des prestations, c'est-à-dire en fonction du degré d'avancement de la transaction évalué sur la base des services fournis, rapporté au total des services à fournir.

Dans le cas où des factures sont émises par anticipation au-delà de l'évaluation des travaux effectués, le groupe enregistre des produits constatés d'avance au passif du bilan avec pour contrepartie au compte de résultat, une diminution du chiffre d'affaires.

Les travaux facturés d'avance sur des affaires n'ayant pas encore de coût de production sont classés au passif du bilan en avances et acomptes reçus.

1.14. Résultat opérationnel.

— Résultat opérationnel courant : le groupe utilise le résultat opérationnel courant comme le premier indicateur de performance ; celui-ci provient des activités principales génératrices de produits de l'entreprise.

— Autres produits et charges opérationnels (non courants) : il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents, de montant significatif, que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Correction d'erreurs.

Depuis le 1er janvier 2005, dans le cadre de la mise en application des normes IFRS, la marge sur les chantiers en cours de la filiale Soteb est prise en compte selon la méthode de l'avancement alors que pour les chantiers en cours sur les unités G1, G2 et G3 de la filiale Geral, la méthode retenue est la suivante :

— les travaux réalisés entre la date de la dernière facture émise et la date de clôture de l'exercice sont valorisés aux coûts de production et enregistrés en travaux en cours ;

— les factures émises par anticipation sur les travaux effectués sont enregistrées en produits constatés d'avance à due concurrence.

Il s'avère que l'activité de l'unité G1 (production à l'affaire) de Geral est assimilable à celle de l'activité de Soteb et aurait donc dû faire l'objet d'un traitement comptable identique dès le 1er janvier 2005.

Cette erreur a été corrigée sur le 1er semestre 2006. En application de la norme IAS 8, le traitement comptable est rétrospectif, le résultat du semestre n'est donc pas affecté par la correction de l'erreur au titre de la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2005.

Les incidences de ce changement sont les suivants :

	30/06/05		31/12/05	
	2005 avant correction d'erreurs	2005 après correction d'erreurs	2005 avant correction d'erreurs	2005 après correction d'erreurs
Impact sur les stocks	3 267 471	2 446 916	2 850 653	2 481 514
Impact sur les clients	20 102 102	21 346 618	19 383 513	20 021 746
Impact sur les autres passifs courants	11 482 448	11 686 399	11 067 867	11 172 460
Impact sur le résultat de consolidation	1 699 080	1 756 386	3 452 264	3 454 062
Impact sur les réserves de consolidation	17 460 247	17 622 951	17 070 564	17 233 267
Impact sur le chiffre d'affaires	28 976 845	28 900 570	57 263 338	56 680 138
Impact sur la production stockée	-2 926	130 656	-327 148	257 850

2. – Liste des sociétés consolidées.

2.1. Périmètres :

Sociétés	Siren	Nationalité	Capital détenu 2006 (en %)	Capital détenu 2005 (en %)
SAS Soteb	546 720 079	Française	100,00	100,00
Sarl Soteb National Elektro	337 505 259	Française	100,00	100,00
SAS Geral	547 020 040	Française	100,00	100,00
SCI Rothonne	318 502 341	Française	100,00	100,00
Sarl Gebat	313 642 415	Française	100,00	100,00
SAS Ardatem	440 304 962	Française	100,00	100,00
Sarl Ardatem	339 809 527	Française	100,00	100,00
Sarl Delta	343 564 563	Française	100,00	100,00

Les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

2.2. Complément d'information sur la variation de périmètre. — Les sociétés SAS Ardatem, Sarl Ardatem et Sarl Delta constitue le Groupe Ardatem dont le bilan consolidé au 31 décembre 2005 était le suivant :

Actif	31/12/05
Actif immobilisé	28 372
Actif circulant	2 459 630
Comptes de régularisation	
Total actif	2 488 002

Passif	31/12/05
Capitaux propres	923 211
Dettes	1 543 602
Comptes de régularisation	21 189
Total passif	2 488 002

Par ailleurs la contribution au résultat consolidé du groupe Ardatem sur le 1er semestre 2006 s'élève à 49 469 €.

3. – Information sectorielle.

Des unités génératrices de trésorerie ont été définies en fonction des critères de secteur d'activité pour le niveau primaire.

Compte tenu de l'organisation du groupe et de la répartition des différents métiers, les UGT retenues par le groupe sont les entités juridiques : Soteb, Soteb National Elektro, Groupe Ardatem, Geral.

Le niveau secondaire étant par secteur géographique et toutes les implantations étant en France, aucune précision n'est nécessaire.

(En euros)	Branche installation maintenance			Branche fabrication Geral	Holding	Intragroupe et Eliminations	Total
	Soteb	SNE	Groupe Ardatem				
Compte résultat :							
Chiffre d'affaires	12 984 385	3 049 344	3 350 297	14 008 837	2 247 620		35 640 483
Dont exportations	0	1 317 852	12 500	1 902 323			3 232 675
Dont Intragroupe	-11 649		-500 154	-155 307	-2 247 620		-2 914 730
Dont retraitement IFRS	0	0	0	-533 640			-533 640
Chiffre d'affaires net	12 972 736	3 049 344	2 850 143	13 319 890	0		32 192 113
Dotations amortissements	150 835	9 181	6 624	210 650	161 650		538 940
Résultat opérationnel	442 886	237 652	80 663	1 017 344	503 835	-117 332	1 927 396
Bilan :							
Valeur globale des actifs	18 561 623	3 684 771	5 882 138	19 680 447	11 989 562	-10 422 665	49 375 876
Dont immobilisations	4 838 520	51 741	957 228	3 159 007	6 311 059	-8 081 804	7 235 751
Dont clients	10 646 697	2 379 305	3 802 999	8 570 024	924 956	-2 311 217	24 012 764
Valeur globale des passifs	-18 561 623	-3 684 771	-5 882 138	-19 680 447	-11 989 562	10 422 665	-49 375 876

Dont fournisseurs	-4 609 112	-1 215 609	-1 232 557	-6 496 124	-362 600	1 945 950	-11 970 052
Investissements	2 432 646	9 565	28 194	286 414	11 655	-2 265 765	502 709

5. – Immobilisations corporelles.

Valeurs brutes (en euros)	Au 01/01/06	Reprise Immobilisations Ardatem	Acquisitions	Diminutions	Au 30/06/06
Terrains et agencements	889 588				889 588
Constructions	8 188 715	47 895	10 241		8 246 851
Installations techniques matériel et outillage	2 782 752	29 510	210 349	-48 512	2 974 099
Agencements et installations	1 371 806	39 620	21 325	-2 875	1 429 876
Matériel de transport	325 997	23 231	88 085	-122 877	314 436
Matériel de bureau, Informatique et mobilier	1 921 171	130 760	125 192	-161 979	2 015 144
Immobilisations en cours	8 850		19 362	-8 850	19 362
Avances et acomptes versés sur immobilisations	0				
Total	15 488 879	271 016	474 554	-345 093	15 889 356

Amortissements (en euros)	Au 01/01/06	Reprise Amortissements Ardatem	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Au 30/06/06
Terrains et agencements	66 980		7 517		74 497
Constructions	3 715 777	40 143	168 752		3 924 672
Installations techniques					
Matériels et outillages	2 091 212	27 089	120 830	-47 774	2 191 357
Agencements et installations	919 550	37 451	53 945	-2 875	1 008 071
Matériel de transport	125 961	23 231	23 333	-57 374	115 151
Matériels de bureau, informatique et mobilier	1 647 655	124 583	83 391	-158 328	1 697 301
Total	8 567 135	252 497	457 768	-266 351	9 011 049

Contrats de location simple :

Nombre de véhicules en location longue durée	Total des loyers en charges de l'exercice	Cumul valeur d'origine	Valeur totale des paiements futurs	
			à 1 an	entre 1 et 5 ans
154	258 496	2 553 650	393 350	438 652

Les autres contrats de location de matériel ne sont pas significatifs.

6. – Immobilisations incorporelles.

Valeurs brutes (en euros)	Au 01/01/06	Reprise Immobilisations Ardatem	Acquisitions	Diminutions	Au 30/06/06
Ecart d'acquisition	1 434 148		1 343 589		2 777 737
Fonds de commerce	128 398				128 398
Logiciels	1 196 451	37 033	27 845	-14 088	1 247 241
Total	2 758 997	37 033	1 371 434	-14 088	4 153 376

Amortissements / Dépréciation (en euros)	Au 01/01/06	Reprise Amortissements Ardatem	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Au 30/06/06
Ecart d'acquisition	0				0

Fonds de commerce	0				0
Logiciels	958 939	35 042	81 171	-14 088	1 061 064
Total	958 939	35 042	81 171	-14 088	1 061 064

Note sur les écarts d'acquisition.

Le coût d'acquisition des titres Soteb, Soteb National Elektro, Groupe Ardatem et Gebat (UGT) fait apparaître, par rapport à la juste valeur des actifs et passifs identifiables de ces sociétés au jour de l'acquisition, un excédent de 2 777 737 € qui se décompose comme suit :

Groupe Ardatem	1 343 589
Soteb	1 196 287
Soteb National Elektro	191 729
Geral	33 011
Gebats	13 121
	2 777 737

Le groupe étant coté en Bourse (Euronext /Compartiment C/PERR), au 31 décembre de chaque année on peut déterminer sa valeur (boursière) à partir de la moyenne pondérée des cours de bourse du mois de décembre.

Gérard Perrier Industrie est une société holding détenant directement 100 % de ses filiales opérationnelles Soteb et Geral, et indirectement (via Soteb) 100 % de SNE, et du Groupe Ardatem.

Gebats, la société de gestion des bâtiments du groupe également détenue à 100 %, a pour sa part une activité exclusivement interne au groupe.

Le groupe considère qu'une société holding assurant effectivement la direction opérationnelle des sociétés filiales qu'elle détient à 100 %, n'offre pas de décote en bourse. La valeur intrinsèque de la société-mère peut être valorisée au niveau de ses capitaux propres.

Ainsi, la valeur globale des filiales peut être obtenue en soustrayant de la valeur boursière le montant des capitaux propres de la société-mère. La valeur de chacune des filiales est ensuite déterminée au *pro rata* de sa contribution opérationnelle par rapport à la contribution de l'ensemble du groupe.

On comparera alors la valeur ainsi obtenue au coût d'acquisition des titres de chacune des filiales.

Deux cas de figure :

— La valeur obtenue est supérieure au coût d'acquisition des titres des filiales : la valeur de l'écart d'acquisition est confirmée, on conserve la valeur sans réévaluation (prudence) ;

— La valeur obtenue est inférieure au coût d'acquisition des titres des filiales : la valeur de l'écart d'acquisition doit être revue à la baisse.

Sur la base de ce test, il n'y a aucune dépréciation à constater à la clôture de l'exercice.

7. – Impôts différés actifs.

Les impôts différés sont comptabilisés conformément à l'IAS 12.

	31/12/05	Variation de l'exercice		30/06/06
		Résultat	Capitaux propres	
Impôts différés actifs	416 335	-40 868	17 584	393 051
Impôts différés passifs				
Impôts différés nets	416 335	-40 868	17 584	393 051

8. – Stocks.

Les stocks sont constitués des éléments suivants :

(En euros)	30/06/06	31/12/05
Stocks matières	2 724 075	1 399 720
Produits intermédiaires	574 014	414 533
Travaux en cours	629 329	1 036 400
Total	3 927 418	2 850 653

La gestion informatique des stocks fait apparaître les composants devenus obsolètes. Ceux-ci ne sont pas valorisés, mais ils ne sont pas significatifs. Les montants retenus au bilan sont par conséquent des montants nets de dépréciation.

9. – Clients et comptes rattachés.

Les clients et comptes rattachés se décomposent comme suit :

(En euros)	30/06/06	31/12/05
------------	----------	----------

Créances commerciales	19 201 865	17 738 277
Provision pour dépréciation	-34 152	-22 491
Factures à établir	4 845 051	1 666 727
Total	24 012 764	19 382 513

10. – Autres actifs courants.

Le montant net des autres actifs courants est le suivant.

(En euros)	30/06/06	31/12/05
Fournisseurs débiteurs	183 846	143 432
Salariés	56 262	223 314
Provision pour dépréciation	-6 650	-6 650
État - impôt	1 413 987	740 070
Autres débiteurs	6 419	125 159
Charges constatées d'avance	256 210	111 087
Total	1 910 074	1 336 412

11. – Trésorerie.

	30/06/06	31/12/05
Banques et liquidités	842 337	1 354 044
Sicav de trésorerie et assimilées	5 907 142	8 027 354
Portefeuille de placements équilibrés à volatilité moyenne	2 369 600	2 396 661
Total de la trésorerie	9 119 079	11 778 059

12. – Capital social.

Composition du capital social : le capital social de Gérard Perrier Industrie SA au 30 juin 2006 est de 1 938 000 €. Il est constitué de 1 938 000 actions de 1 € de nominal, ayant toutes les mêmes droits. Toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double.

Mouvements de l'exercice	Nombre d'actions	Montants en euros	
		Capital	Prime d'émission
1er janvier 2006	969 000	1 938 000	415 000
30 juin 2006 (1)	1 938 000	1 938 000	415 000

(1) Après prise en compte de la division du nominal par 2, le 30 juin 2006.

Options de souscription d'actions en cours de validité : il reste au 30 juin 2006, un plan d'options de souscriptions en cours en faveur d'un dirigeant. Les stock-options sont comptabilisés en capital à la date d'exercice des options sur la base des paiements reçus des bénéficiaires.

	Nombre d'options au 30/06/06	Date d'attribution	Date de départ des options	Date d'expiration des options	Cours de levée (en euros)
Plan 2002	48 574	Juin 2002	Juin 2006	Juin 2007	21,05

Principaux actionnaires :

SFGP (société financière Gérard Perrier)	50,10 %
Siparex Small capitaux value	5,64 %
Banque de Vizille	5,37 %
Bestinver	5,36 %

13. – Dettes financières.

Les dettes financières sont présentées dans le tableau qui suit.

	Dettes financières à long terme		Dettes financières
	1 à 5 ans	A + 5 ans	A court terme à moins d'1 an
Emprunts établissements financiers	2 689 200	59 338	1 035 016
Dont à taux fixe	2 426 931	50 398	960 105
Dont à taux variable	262 269	8 940	74 911
Emprunts divers			83 591
Total	2 689 200	59 338	1 118 607

14. – Provisions.

(En euros)	Montant au 01/01/06	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Montant au 30/06/06
			Pour utilisation	Pour non utilisation	
Avantages au personnel	584 942	0	0	-3 032	622 346
Indemnités de départ à la retraite	(1) 625 378			-3 032	622 346
Autres passifs non courants	228 772	0	-61 538	-8 462	158 772
Contrôles fiscaux en cours	80 772				80 772
Litiges clients	63 000				63 000
Litiges personnels	85 000		-61 538	-8 462	15 000
Total	813 714	0	-61 538	-11 494	781 118

(1) Dont provision Ardatem à l'ouverture : 40 436 €.

Note sur les indemnités de départ à la retraite.

L'évaluation des droits au 30 juin 2006 est effectuée de la manière suivante :

— Méthode de calcul choisie : méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Les indemnités de fin de carrière sont calculées sur la base du salaire de fin de carrière.

Les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée à la clôture de l'exercice.

— Population retenue : tous les salariés présents au 30 juin 2006.

— Rémunération retenue : rémunération brute annuelle.

— Table de mortalité utilisée : INSEE 2003.

— Taux d'actualisation : 4,60 %.

— Taux de croissance annuelle des salaires : 2,5 %.

— Age minimum de départ à la retraite : 65 ans, dans le cadre d'une mise à la retraite. La provision est calculée hors charges patronales.

15. – Autres passifs courants.

(En euros)	30/06/06	31/12/05
Avances et acomptes reçus sur commandes	0	34 520
Personnel, organismes sociaux, État	9 317 762	8 635 289
Autres dettes non financières courantes	140 505	201 682
Produits constatés d'avance		
(Travaux facturés d'avance)	1 609 600	1 578 400
Total	11 067 867	10 449 891

Notes annexes au compte de résultat.

16. – Charges de personnel.

Les frais de personnel du groupe se ventilent comme suit :

(En euros)	30/06/06	30/06/05	31/12/05
Salaires et traitements	8 343 565	7 092 585	14 266 242

Charges sociales	3 517 442	3 006 023	6 059 917
Participation légale des salariés	171 992	263 867	526 539
Salaires des intérimaires	2 985 613	2 532 272	4 993 302
Total	15 018 612	12 894 747	25 846 000

L'effectif moyen du groupe se ventile comme suit par catégorie.

	30/06/06	30/06/05	31/12/05
Ouvriers	132	126	118
Etam	297	244	239
Cadres	79	70	71
Total	508	440	428

17. – Autres produits et charges opérationnels.

Ils se décomposent comme suit :

	30/06/06	30/06/05	31/12/05
Produits de cession d'immobilisations corporelles	58 500	22 218	330 000
Produits exceptionnels divers	7 552		
VNC immobilisations corporelles	-69 889	-26 125	-172 781
Charges exceptionnelles diverses	-1 672	-465	
Reprise provision indemnités retraite		210 262	378 722
Total	-5 509	205 890	157 219

18. – Produits et charges financiers.

	30/06/06	30/06/05	31/12/05
Revenus des équivalents de trésorerie	138	8 757	17 806
PV latentes sur instruments de trésorerie	119 025	217 267	346 200
Produits nets sur cession Valeur mobilière de placement	98 346	22 345	77 340
Différences positives de change	13 833	2 676	14 679
Total produits financiers	231 342	251 045	456 025
Intérêts des emprunts et dettes financières	75 317	67 544	127 509
MV Latentes sur instruments de trésorerie	96 849		
Différences négatives de change	3 111	8 994	20 264
Total charges financières	175 277	76 538	147 773

19. – Charge d'impôt sur le résultat.

(En euros)	Impôt comptabilisé	Impôt théorique en l'absence d'intégration
IS à 33 1/3	659 918	703 703
Contribution sociale 3,3 %	10 146	605
Crédit d'impôt	-4 800	-4 800
Total IS	665 264	699 508
Retraitement consolidation impôt différé	40 871	40 871
Total IS consolidé	706 135	740 379

Les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont constituées de 2 groupes intégrés fiscalement.
Il s'agit des sociétés suivantes :

— Le groupe Gérard Perrier Industrie :
 – SA Gérard Perrier Industrie (Tête de groupe) ;
 – SAS Soteb ;
 – SAS Geral ;
 – Sarl Soteb National Elektro ;
 – Sarl Gebat.

— Le Groupe Ardatem :
 – SAS Ardatem (Tête de groupe) ;
 – Sarl Ardatem ;
 – Sarl Delta.

Conformément à la convention d'intégration fiscale, chaque société filiale intégrée contribue au paiement de l'impôt et le comptabilise comme si elle était imposée distinctement

20. – Résultat par action.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la société.

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres) du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif : dans notre cas, les options sur actions.

Sont présentés ci-dessous, les résultats et actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action.

	30/06/06	30/06/05	31/12/05
Résultat net consolidé	1 277 324	3 452 264	3 452 264
Nombre d'actions à l'ouverture	(1)1 938 000	969 000	969 000
Actions en autocontrôle (1)	(1) 34 302	17 151	17 151
Stocks options (1)	(1) 48 574	24 287	24 287
Nombre moyen d'actions (hors stocks options)	1 903 698	951 849	951 849
Nombre moyen d'actions (y. c. stocks options)	1 952 272	976 136	976 136
Résultat de base par action	0,67	3,63	3,63
Résultat dilué par action	0,65	3,53	3,53

(1) Après prise en compte de la division du nominal par 2, le 30 juin 2006.

21. – Dividende par action.

Gérard Perrier Industrie a toujours mené une politique active de distribution de dividendes en faveur de ses actionnaires, avec une augmentation significative du taux de distribution à compter de l'assemblée générale de juin 2005 (exercice 2004).

	Par action	Total
Dividende versé au titre de 2004 (AG 23 juin 05) (1)	1,00	1 938 000
Dividende versé au titre de 2005 (AG du 08 juin 06) (1)	1,35	2 616 300

(1) Après prise en compte de la division du nominal par 2, le 30 juin 2006.

22. – Transactions avec les parties liées.

La liste des principales filiales figure à la note 2.

Les transactions entre la société-mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les sociétés du groupe sont détaillés ci-dessous.

(En euros)	30/06/06	30/06/05	31/12/05
Compte de résultat :			
Produits de l'activité ordinaire (ventes, services)	2 914 729	2 411 060	4 916 207
Produits d'intérêts	22 260	40 499	70 821
Achats de produits, de services	273 143	154 411	208 261
Bilan :			
Autres créances	2 547 215		884 243
Prêts	170 240		169 440
Dettes fournisseurs	1 945 950		1 089 754

B. — Rapport sur les comptes consolidés au 30 juin 2006.

Le conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 11 octobre 2006 sous la présidence de M. Gérard Perrier, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2006 pour l'activité au cours du 1er semestre 2006.

1. Commentaires sur les chiffres consolidés.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2006 s'élève à 32,192 M€, soit une augmentation de 11 % par rapport à celui du premier semestre 2005. Les contributions respectives de nos deux filiales opérationnelles sont de 18,592 M€ pour Soteb (services aux entreprises) et de 13,600 M€ pour Geral (constructeur d'équipements électriques).

Cette progression a été obtenue malgré une activité moins soutenue de la branche Soteb (services aux entreprises) en baisse de 2,5 %.

En revanche, la branche Geral (construction d'équipements électriques) en hausse de 6,5 % a profité de l'arrivée de nouveaux clients à fort potentiel ; ce résultat est le fruit des efforts de recentrage et de conquête commerciale initiés l'an dernier.

Enfin, l'acquisition en début d'année de la société Ardatem (services aux entreprises dans le secteur du nucléaire) a apporté un surcroît de chiffre d'affaires de 2,8 M€ sur la période. L'intégration de cette société se passe bien, conformément au plan de marche fixé par la direction.

Au niveau de la rentabilité, la marge nette a atteint 4 %. Elle est en deçà des prévisions et de la marge nette de l'exercice précédent (6,0 %) car elle intègre une faiblesse conjoncturelle de l'activité Soteb qui s'est traduit chez le prestataire de services aux entreprises, par des prix plus tendus sur le 1er semestre. Toutefois, la marge nette se redressera nettement au cours du 2nd semestre.

2. Evolution prévisible de l'activité pendant l'exercice.

La direction attend un très bon second semestre, tant en terme de volume d'activité que de résultats.

En effet :

— l'activité de la branche Soteb est en forte augmentation depuis le mois de septembre et connaîtra une activité record sur les 4 derniers mois de l'année, ce qui permettra de rattraper le retard du 1er semestre ;

— l'activité de la branche Geral va se maintenir à un très bon niveau jusqu'à la fin de l'année poursuivant la dynamique du 1er semestre ; la direction table sur une progression de 10 % sur l'ensemble de l'année ;

— l'activité Ardatem continue sa progression et la direction table désormais sur une progression de 20 % sur l'ensemble de l'année.

Sur l'ensemble de l'année 2006, le Groupe revoit ses prévisions :

— Un chiffre d'affaires en hausse de 14 % à 65 M€ (contre 64 M€ prévus initialement) ;

— Une marge nette de l'ordre de 5,5 à 6 %.

3. Résultats de la société Gérard Perrier Industrie (normes françaises).

Le résultat de la société-mère du groupe s'élève à 2 132 K€ contre 392 K€ l'an dernier, mais comprend les dividendes des deux filiales à hauteur de 1 925 K€. L'an dernier, les dividendes s'étaient élevés à 1 500 K€ et ont été distribués sur juillet.

Les produits sont constitués essentiellement de redevances versées par les filiales et qui servent à couvrir ses coûts de fonctionnement. Les charges de la société concernent essentiellement les coûts de l'équipe de direction animatrice des filiales opérationnelles, des services fonctionnels, et des coûts induits par la présence sur le marché boursier.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2006.

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2006).

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— L'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Gérard Perrier Industrie relatifs à la période allant du 1er janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport

— la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Les comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité des comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que tout autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Fait à Chambéry, le 12 octobre 2006.

Les commissaires aux comptes :

SR Conseil,
représentée par :

Pierre Sirodot ;

Audit Sud-Est,
représentée par :

Jean-Pierre Pedreno.